

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (NRE)

Acheteur

Ministère chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest

Représentant de l'Acheteur

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Sud-Ouest par délégation
de Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30
janvier 2023

Objet du marché

A620 – OA 13 – Reprise du système anticorrosion

NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (NRE)

Table des matières

Article premier – CHAMP D'APPLICATION.....	3
1.1 – Préambule.....	3
1.2 – Objet du marché.....	4
1.3 – Localisation des travaux.....	5
Article 2 – ASPECTS RÉGLEMENTAIRES DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	6
2.1 – Air.....	6
2.2 – Bruit.....	7
2.3 – Déchets.....	7
2.4 – Eau.....	8
2.5 – Protection de la nature.....	8
2.6 – Protection du patrimoine.....	9
Article 3 – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU CHANTIER.....	10
3.1 – Faune et flore.....	10
3.2 – Eau.....	10
3.3 – Habitat et cadre de vie.....	10
3.4 – Diagnostic des substances dangereuses présentes dans l'ouvrage.....	10
Article 4 – PRESCRIPTIONS.....	11
4.1 – Protection de la biodiversité et/ou gestion et protection de la ressource en eau et de ses usages sur le chantier.....	11
4.2 – Gènes aux riverains/usagers.....	11
4.3 – Déchets issus du chantier.....	12
4.4 – Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) propres au chantier.....	15

NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (NRE)

Article premier – CHAMP D'APPLICATION

1.1 – Préambule

La présente Notice de Respect de l'Environnement (NRE) s'impose à tout intervenant sans pour autant se substituer à la responsabilité de celui-ci sur le chantier.

Quelque entreprise que ce soit, faisant appel à un sous-traitant, un prestataire de services ou un travailleur indépendant, devra joindre obligatoirement la présente NRE au marché établi, quelle que soit la nature de ce dernier.

■ Modifications de planning, moyens et modes opératoires

Toute modification de planning, moyens et modes opératoires par rapport à la prévision initiale impose préalablement à toute action :

- de vérifier si cette modification n'est pas de nature à modifier également les nuisances environnementales,
- d'en informer systématiquement le maître d'œuvre en joignant l'analyse du précédent alinéa, quel que soit le résultat de celle-ci.

■ Suivi des pollutions et des atteintes à l'environnement

Est considéré comme pollution et atteinte à l'environnement, tout incident ou accident pouvant rendre dangereux ou dégrader le milieu naturel ou le voisinage.

Toute pollution ou atteinte à l'environnement doit être signalée dans les plus brefs délais au maître d'œuvre.

Les travaux de la zone concernée seront immédiatement arrêtés en attente d'enquête et les mesures correctives seront prises par les entreprises concernées, pour éviter la propagation de la pollution ou l'aggravation de l'atteinte à l'environnement.

■ Obligations du titulaire

L'ensemble des sujétions organisationnelles, administratives et techniques de la présente NRE, indépendamment des pièces écrites du marché (CCTP, ...), mis à la charge du marché par l'entreprise titulaire est réputé à la charge de cette dernière. L'entreprise titulaire est responsable de l'application des sujétions par tous ses sous-traitants et co-traitants. Elle s'assurera par tous moyens y compris contractuels que tout intervenant lié à son marché s'acquittera des obligations faites par la présente NRE.

■ Mode de règlement des difficultés

Tout différend né de l'application de la NRE fera l'objet d'une ou plusieurs réunions de conciliations entre l'intervenant concerné et le maître d'œuvre.

Le non-respect des obligations techniques et matérielles pourra faire l'objet, par décision du maître d'œuvre, de mesures de substitution d'action.

Pour tout manquement à une obligation, le maître d'œuvre fera procéder à la mise en œuvre des moyens nécessaires pour parer à la carence de toute entreprise en cas de danger grave et imminent pour l'environnement.

Les dépenses ainsi engagées seront imputées à l'entreprise titulaire.

Le maître d'ouvrage assurant l'avance de ces dépenses, celles-ci seront retenues de plein droit sur les sommes dues à l'entreprise concernée par le maître d'ouvrage.

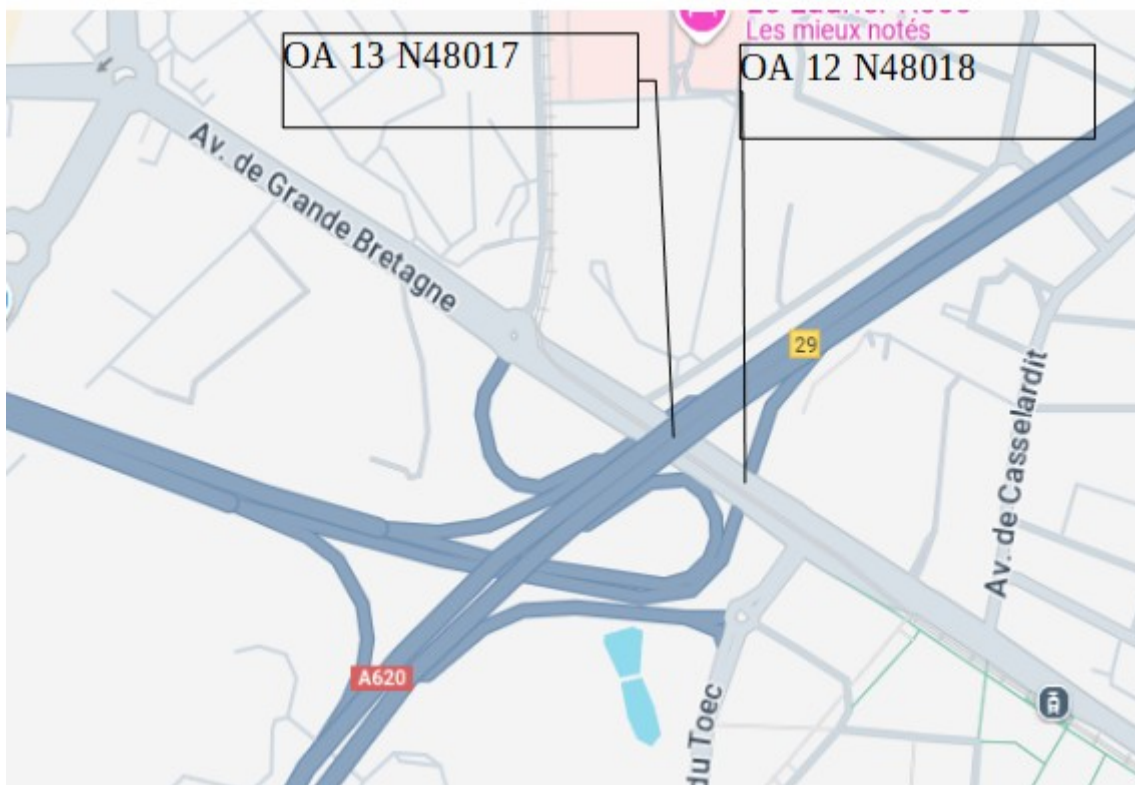
1.2 – Objet du marché

La présente Notice de Respect de l'Environnement concerne les travaux de reprise du système anticorrosion de l'OA 13 sur l'A620 dans la commune de Toulouse.

1.3 – Localisation des travaux

L'ouvrage sur lequel s'effectueront les travaux est situé dans la commune de Toulouse. Il permet à l'A620 le franchissement de l'avenue de Grande Bretagne.

Plan de situation



Article 2 – ASPECTS RÉGLEMENTAIRES DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Plusieurs articles du Code de l'environnement encadrent les activités relatives aux différentes thématiques. La liste suivante non exhaustive présente les principaux articles et textes à respecter.

- Articles L.122-1 à L.122-1 Chapitre II du Titre II du Livre Ier du Code de l'Environnement (Évaluation environnementale),
- Titre Ier du Livre II du Code de l'Environnement (Eau et milieux aquatiques),
- Titre II du Livre II du Code de l'Environnement (Air et atmosphère),
- Livre III (Espaces naturels) et Titre Ier du Livre IV (Protection du patrimoine naturel) du Code de l'Environnement et notamment articles L.411-1 et suivants ,
- Chapitre Ier du Titre IV du Livre V du Code de l'Environnement (Prévention et gestion des déchets),
- Titre VII du Livre V du Code de l'Environnement (Prévention des nuisances sonores),

D'autres textes viennent compléter ces dispositions :

- Livre V (Archéologie) et Livre VI (Monuments historiques, sites et espaces protégés) du Code du Patrimoine,
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Adour-Garonne, entré en vigueur le 18 décembre 2009,

2.1 – Air

Les **articles L.220-1 à L.229-24 du Code de l'Environnement** fixent les dispositions nécessaires afin d'éviter toutes pollutions atmosphériques. **Aux termes de l'article L.220-2 : « *Constitue une pollution atmosphérique au sens du présent titre l'introduction par l'homme, directement ou indirectement ou la présence, dans l'atmosphère et les espaces clos, d'agents chimiques, biologiques ou physiques ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à influencer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels, à provoquer des nuisances olfactives excessives* ».**

Ainsi, l'interdiction de brûlage en plein air des ordures ménagères ou assimilées est mentionnée dans le règlement sanitaire départemental type publié au journal officiel du 13 septembre 1978, cette interdiction étant précisée par deux circulaires en date du **9 août 1978** et du **18 novembre 2011**.

2.2 – Bruit

Les **articles L.571-1 à L.571-26 et R.571-44 à R.571-52 du Code de l'Environnement**, relatifs à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres, fixent les dispositions relatives à la prévention des nuisances sonores liées aux chantiers.

Plus précisément, l'**article R.571-50 du Code de l'Environnement** impose au maître d'ouvrage de fournir au public, aux préfets et aux mairies concernés par le chantier, des informations concernant la nature et la durée prévisible des travaux, ainsi que les nuisances sonores attendues, et les actions menées pour limiter ces nuisances, un mois au moins avant le démarrage du chantier.

Durant la période de préparation, établissement par le titulaire et pour le compte du maître d'ouvrage de l'opération, du dossier « Bruit » mentionné à l'article L.571-9 du code de l'environnement. Ce dossier d'autorisation est à déposer en préfecture par le titulaire du marché.

Les **articles R.571-1 à R.571-24 du Code de l'Environnement** déterminent les caractéristiques acoustiques et les valeurs admissibles d'émissions ainsi que les normes d'homologation et de contrôle. Une phrase sur les dispositions des articles R. 571-32 à D. 571-57 relatives aux aménagements, infrastructures et matériels de transports terrestres

Les **articles R.571-94 et R.571-95 du Code de l'Environnement** précisent les sanctions encourues pour le non respect des articles précédents.

Les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier sont fixées par l'arrêté du **12 mai 1997**.

L'**arrêté du 22 mai 2006** modifiant l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments fixe les limites des émissions sonores à ne pas dépasser pour les engins de chantier.

Les **articles R.1334-30 à R.1334-37 du Code de la Santé Publique** relatifs à la lutte contre le bruit traitent des nuisances sonores causées par les chantiers. Les **articles R.1337-6 à R.1337-10-2 du même code** relatifs aux bruits de voisinage traitent, quant à eux, des sanctions encourues par les entreprises en cas de non-respect des prescriptions définies par les articles précédents.

Les maires peuvent, par arrêté municipal, réglementer la prévention des nuisances sonores liées au chantier.

2.3 – Déchets

Les **articles L.124-1, L.541-1 à L.541-50 du Code de l'Environnement** énoncent les modalités d'une gestion rationnelle des déchets.

L'article 2-1 de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement a imposé qu'à partir du 1^{er} juillet 2002 « ne seront autorisés en décharge que les déchets ultimes », c'est-à-dire les déchets qui ne sont plus susceptibles d'être recyclés ou valorisés dans les conditions techniques et économiques du moment.

L'**annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement** présente la nomenclature des déchets. Certains déchets classés dangereux nécessitent des conditions d'élimination particulières.

Les déchets contenant de l'amiante font l'objet d'une réglementation particulière explicitée par la circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996 relative aux déchets de flocage et calorifugeage avec amiante et la circulaire n°97-15 du 9 janvier 1997 relative aux déchets d'amiante ciment.

Le **Chapitre Ier du Titre IV du Livre V du Code de l'Environnement** relatif aux circuits de traitement des déchets, et notamment l'article R. 541-45, impose l'émission d'un bordereau en cas de production, de collecte, de reconditionnement ou de transformation de déchets dangereux. Les formulaires de ces bordereaux de suivi sont fixés par l'**arrêté du 29 juillet 2005** pour les déchets dangereux modifié par l'**arrêté du 16 février 2006** et l'arrêté du 26 juillet 2012.

2.4 – Eau

Le **Titre Ier du Livre II du Code de l'Environnement** relatif à l'eau et aux milieux aquatiques et marins pose le principe d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. En effet, ces dispositions visent à assurer :

- la prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques des sites et des zones humides,
- la protection des eaux et la lutte contre toute pollution,
- la restauration de la qualité des eaux et leur régénération,
- le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau,
- la valorisation de l'eau comme ressource économique, notamment pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource,
- la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau.

La **Directive Cadre sur l'eau n°2000/60/CE** relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution est transposée en droit français par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 et codifiée aux **articles L.210-1, L.212-1 à L.212-2-3 et L.212-6 du Code de l'Environnement** qui établissent un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

Le nouveau SDAGE, élaboré par le Comité de Bassin Adour-Garonne, est entré en vigueur le 4 avril 2022. Il s'appuie sur 4 orientations fondamentales :

- **Orientation A** : Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE,
- **Orientation B** : Réduire les pollutions,
- **Orientation C** : Agir pour assurer l'équilibre quantitatif,
- **Orientation D** : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides.

2.5 – Protection de la nature

L'article L.110-1 du Code de l'Environnement fait état de plusieurs principes dont :

- celui de précaution,
- celui d'action préventive et de correction,
- celui du pollueur-payeur.

Le **Livre III (Espaces naturels)** et le **Titre Ier du Livre IV (Protection du patrimoine naturel)** du **Code de l'Environnement** relatifs aux espaces naturels, à la faune et à la flore fixent les règles à suivre pour assurer la protection de la nature. Ces dispositions visent à protéger les espèces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, les espèces animales et végétales.

Plus précisément, la protection de la faune et de la flore est assurée par les **articles L.411-1 à L.415-5 du Code de l'Environnement**.

L'**article L 411-2 du Code de l'Environnement** détermine les conditions dans lesquelles sont fixées les listes d'espèces ainsi protégées, la durée des interdictions, l'étendue du territoire sur lequel elles s'appliquent.

2.6 – Protection du patrimoine

Concernant le patrimoine archéologique, les **articles L.531-14 à 16 du Code du Patrimoine** imposent la déclaration immédiate de toute découverte fortuite à caractère archéologique, de quelque ordre qu'elle soit (structure, vestige, monnaie...), auprès des autorités compétentes (à savoir le Service Régional de l'Archéologie, directement ou indirectement par l'intermédiaire de la Mairie ou de la Préfecture). Les vestiges ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes.

Les articles L. 114-1 à L. 114-6 et **L.544-1 à L. 544-4 du Code du Patrimoine** définissent les peines auxquelles s'exposent les contrevenants.

Pour mémoire, en ce qui concerne le patrimoine paléontologique, les **articles L.415-3 à L.415-6 du Code de l'Environnement** définissent les peines encourues pour la destruction de sites contenant des fossiles permettant d'étudier l'histoire du monde vivant et les premières activités humaines, ainsi que la destruction ou l'enlèvement de fossiles présents sur ces sites.

Article 3 – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU CHANTIER

3.1 – Faune et flore

■ Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) et espaces protégés

Le projet est situé à environ 1 km de la Garonne. Sur ce secteur le cours d'eau abrite le site Natura 2000 FR7301822 (« Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste ») ainsi que les ZNIEFF n° 730003045 (« La Garonne de Montréjeau jusqu'à Lamagistère ») et n° 730010521 (« Garonne et milieux riverains, en aval de Montréjeau »).

■ Espèces protégées

Aucune espèce protégée n'est identifiée sur le secteur.

3.2 – Eau

La Garonne est le cours d'eau le plus proche des travaux, à environ 1 km.

3.3 – Habitat et cadre de vie

Le secteur des travaux, au cœur de l'agglomération de Toulouse, s'inscrit dans un cadre fortement anthropisé et artificialisé.

3.4 – Diagnostic des substances dangereuses présentes dans l'ouvrage

Les analyses réalisées sur des échantillons prélevés sur l'ouvrage ont montré que :

- les concentrations de **plomb** relevées sont inférieures au seuil limite de 1,5 mg/g utilisé pour évaluer les risques liés aux travaux.
- aucune présence d'**amiante** n'a été détectée dans les revêtements analysés.
- La concentration de **zinc** relevée (248 000 mg/kg M.S.) est extrêmement élevée.

Article 4 – PRESCRIPTIONS

4.1 – Protection de la biodiversité et/ou gestion et protection de la ressource en eau et de ses usages sur le chantier

■ Objectifs des prescriptions

Les prescriptions présentées dans cette section visent à réduire ou éviter les impacts du chantier sur la biodiversité et/ou la ressource en eau.

■ Prescriptions

□ Prescriptions générales

- Les produits dangereux (huiles, solvants, peintures, etc.) doivent être stockés dans des zones équipées de bacs de rétention étanches pour prévenir toute contamination des sols. Le stockage direct sur le sol ou dans des zones non protégées est interdit.
- Les zones de travail doivent être protégées par des bâches ou tapis imperméables. Les terres souillées par des déversements accidentels doivent être immédiatement collectées et évacuées vers des installations agréées.
- En cas de pollution accidentelle, l'entreprise doit arrêter les travaux, limiter les impacts, informer le maître d'ouvrage et consigner l'incident. Les travaux ne peuvent reprendre qu'après validation des mesures correctives par le maître d'œuvre.
- Enlèvement, dès l'achèvement des travaux des décombres, terres et dépôts de matériaux apportés ou qui pourraient subsister.
- Engagement à prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions éventuelles et les dégradations et désordres éventuels occasionnés, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation.

4.2 – Gênes aux riverains/usagers

■ Objectifs des prescriptions

□ Air, poussières

Les risques de pollutions atmosphériques engendrés par le chantier sont :

- l'envol de poussières et de déchets sur les zones de stockage, lors du transport de matériaux et de la circulation des engins de chantier,
- l'émission de polluants atmosphériques liés à la circulation des véhicules,
- l'émission de fumées en cas d'incendie.

Les prescriptions énoncées ci-après ont pour objectif de :

- limiter les émissions de poussières et /ou de polluants susceptibles d’entraîner des conséquences sur la santé et l’environnement,
- préserver la qualité de l’air pendant toute la durée des travaux.

□ Acoustique

Les prescriptions énoncées ci-après ont pour objectif de :

- prendre en compte la qualité de vie des riverains/usagers dans la réalisation des travaux,
- limiter les émissions sonores pour éviter la gêne des riverains/usagers.

■ Prescriptions

□ Air, poussières

- arrosage des voies de circulation, des aires de manœuvre et de dépôt de matériaux afin de limiter les poussières. Cette disposition est systématique en cas de vent et par temps sec,
- bâchage des camions pour éviter les envols de déchet en cas de vent fort et de risques de projections,
- interdiction des brûlages de toute nature,
- contrôle de la conformité des engins.

□ Acoustique

Afin de limiter les nuisances sur l’environnement et sur la qualité de vie des riverains/usagers, l’entreprise devra utiliser les techniques les moins bruyantes pour la réalisation des travaux à proximité des habitations.

□ Circulation des engins

- optimisation des mouvements de véhicules,
- usage des avertisseurs sonores limité aux règles de sécurité sur chantier,
- vérification de la conformité du matériel et des engins employés. Ils seront insonorisés dans la mesure du possible,
- nettoyage systématique des chaussées souillées.

4.3 – Déchets issus du chantier

4.3.1 Prescriptions pour la gestion des déchets issus du chantier

4.3.1.1 Objectifs des prescriptions

Les prescriptions relatives à la gestion des déchets issus du chantier ont pour but de :

- Maintenir l’ensemble du chantier en état de propreté permanent et prévenir la dispersion des déchets ou les épandages sauvages.

- Organiser la gestion des déchets dans des conditions respectant l'environnement et conformes à la réglementation en vigueur.
- Mettre en place des dispositifs garantissant un tri et un stockage correct des déchets.
- Évacuer les déchets selon les filières adaptées, avec traçabilité et suivi rigoureux.

4.3.1.2 Prescriptions générales

Dispositions générales

Ces dispositions consistent à :

- Effectuer un nettoyage régulier du chantier pour éviter l'accumulation des déchets.
- Évacuer systématiquement les déchets produits au droit des zones de travaux en fin de journée vers une zone de stockage dédiée.
- Sensibiliser le personnel, les sous-traitants et les fournisseurs à l'importance de la propreté du chantier et des bonnes pratiques de gestion des déchets.
- Maintenir les voiries empruntées pour les besoins du chantier en état de propreté.
- Respecter scrupuleusement les prescriptions relatives à la gestion des déchets.

Stockage des déchets

Les mesures suivantes s'appliqueront au stockage des déchets :

- Aménager une zone spécifique pour le stockage des déchets, située sur une zone confinée et en dehors des zones sensibles.
- Mettre en place des conteneurs adaptés permettant de trier les déchets selon leur nature :
 - Bennes pour les déchets industriels banals (DIB), le bois et la ferraille. Le stockage sans protection ne concernera que les déchets inertes prévus pour une réutilisation ultérieure, en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter leur dispersion dans l'environnement.
 - Conteneurs étanches et fermés pour les déchets dangereux. Ces zones de stockage devront être étanches pour prévenir tout risque de pollution accidentelle.
- Installer une signalétique claire et spécifique au droit des zones de stockage des déchets pour guider le personnel et éviter les mélanges entre déchets dangereux et non dangereux.
- Limiter le stockage des matériaux sur le chantier pour réduire les risques de pollution et optimiser l'espace.

Traitement des déchets

Pour le traitement des déchets :

- Évacuer régulièrement les déchets vers des filières d'élimination ou de valorisation adaptées.
- Interdire strictement tout enfouissement ou brûlage des déchets sur le chantier.
- Mettre en place un système de bordereaux de suivi des déchets (BSD) pour garantir leur traçabilité et prouver leur prise en charge par des filières conformes.
- En cas de déversement accidentel, collecter immédiatement les terres souillées et les évacuer vers des installations agréées pour leur traitement.

Les interdictions suivantes sont rappelées :

- Brûler des déchets à l'air libre.
- Stocker des huiles ou des carburants en dehors des emplacements prévus à cet effet.
- Abandonner ou enfouir des déchets.
- Laisser des déchets spéciaux sur le chantier ou les mélanger avec des flux non adaptés.

4.3.1.3 Prescriptions spécifiques aux déchets issus des opérations de décapage

Les travaux de décapage des systèmes de peinture anticorrosion génèrent des déchets spécifiques qui nécessitent une gestion rigoureuse. En complément des prescriptions générales, les dispositions suivantes s'appliquent :

– Types de déchets générés

Les principaux types de déchets générés par les opérations de décapage sont :

- **Résidus de peinture** : particules issues des systèmes anticorrosion, contenant potentiellement des métaux lourds.
- **Abrasifs usés** : matériaux utilisés pour le décapage (sables, grenailles, etc.).
- **Particules métalliques** : fragments d'éléments décapés, souvent contaminés.

– Filières de traitement prévues

En fonction de leur classification, les déchets seront dirigés vers les filières suivantes :

- **Déchets dangereux** : Les déchets contenant des concentrations élevées en métaux lourds (zinc, cadmium, plomb) ou libérant des substances toxiques lors des tests de lixiviation seront acheminés vers des installations agréées pour leur traitement. Un suivi via BSD sera obligatoire.
- **Déchets non dangereux** : Les déchets ne répondant pas aux critères d'inertie, mais ne contenant pas de substances dangereuses à des niveaux préoccupants, seront dirigés vers des centres de valorisation ou de stockage adaptés.
- **Déchets métalliques recyclables** : Les particules métalliques non contaminées seront valorisées dans des filières de recyclage.
- **Déchets inertes** : Si les tests de lixiviation confirment leur inertie, les matériaux pourront être stockés dans des installations pour déchets inertes, conformément à la directive 2003/33/CE.

– Suivi et traçabilité

Tous les déchets générés devront être accompagnés de BSD. L'entreprise devra tenir à jour un registre des déchets et un registre des BSD.

Points critiques liés aux prescriptions

Les points critiques pour la gestion des déchets incluent :

- Le visa des procédures de gestion des déchets par le maître d'œuvre.
- Le respect strict des procédures d'exécution et du plan des installations de chantier pour limiter tout impact environnemental

4.4 – Installations classées pour la protection de l’environnement (ICPE) propres au chantier

Aucune opération n’est soumise à une procédure d’autorisation ou de déclaration au titre des ICPE.
